

14 juillet 2012 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Interview de M. François Hollande, Président de la République, avec TF1 et France 2 le 14 juillet 2012, sur les défis et priorités de son quinquennat.

CLAIRE CHAZAL

Bonjour Monsieur le président. Bonjour Laurent.

FRANÇOIS HOLLANDE, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Bonjour.

LAURENT DELAHOUSSE

Bonjour Monsieur le président.

CLAIRE CHAZAL

Merci beaucoup de nous accorder votre première interview à l'occasion du 14 juillet. Vous êtes arrivé à l'Élysée il y a tout juste deux mois, vous avez renoué avec une tradition qu'avait instaurée François MITTERRAND, vos prédécesseurs, mais que n'avait pas... à laquelle avait renoncé Nicolas SARKOZY. Nous allons évidemment aborder de nombreux sujets qu'attendent les Français, notamment des questions économiques et sociales, le budget, l'Europe, les questions internationales, le style de la présidence aussi. Mais d'abord, peut-être un mot justement du lieu où nous nous trouvons, cet Hôtel de la Marine, qui est toujours dans le giron de l'Etat et vous avez choisi de ne pas vous exprimer à l'Élysée, pourquoi cette rupture ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Je l'avais dit dans la campagne : je répondrai aux questions des journalistes lorsqu'ils m'inviteraient -- c'est votre cas aujourd'hui -- et dans un lieu qui ne soit pas le Palais de l'Élysée, pour qu'il y ait la plus grande liberté et la plus grande indépendance. Non pas que ce qui se faisait avant était marqué du sceau de la dépendance, mais ce que je voulais, c'est que nous ayons une conversation qui soit la plus claire possible pour les Français.

LAURENT DELAHOUSSE

Si je vais plus loin, cela veut dire que, non pas que vous n'aimez pas le Palais de l'Élysée, mais est-ce que vous souhaiteriez que finalement le Palais de l'Élysée devienne les bureaux du président de la République, et non plus la résidence ? Quelque chose de moins fastueux, une pratique plus scandinave, on va dire, de... ?

FRANÇOIS HOLLANDE

J'ai fait en sorte que la fonction présidentielle soit exercée simplement, même si c'est une fonction exceptionnelle. Maintenant, le lieu, il est justement celui de la République. Il n'est pas la propriété de celui ou de celle qui peut avoir vocation à l'occuper. Et ce sont des bureaux, moi je n'y habite pas, et je fais en sorte que ce soit même ouvert, puisque d'ailleurs, pas plus tard que cet après-midi, tous ceux qui voudront s'y rendre pourront le faire. Maintenant, j'avais un problème, parce que vous étiez deux chaînes à m'inviter, je ne savais pas si je devais me rendre dans le studio de TF1 ou dans le studio de FRANCE 2 ! Donc nous avons trouvé un Hôtel de la Marine, c'est-à-dire un siège d'un état-major, celui de la Marine, qui est un bien public, qui n'a pas été privatisé, qui restera donc dans le patrimoine national.

LAURENT DELAHOUSSE

Donc vous aimez toujours l'Élysée ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Eh bien, j'ai voulu y être ! Ça a été un long combat ! Ce n'est pas pour le désertier maintenant !

LAURENT DELAHOUSSE

LAURENT DELAHOUSSE

Il y a une semaine, vous avez eu cette phrase, à l'issue d'un entretien avec Angela MERKEL, à Reims : vous souhaiteriez, vous souhaitiez retrouver les Français. Finalement, votre agenda international, vous l'avez un peu subi au début, et ce lien avec les Français, est-ce qu'on le perd si vite, quand on est président de la République ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Vous savez, on ne se pose pas la question. Immédiatement arrivé à l'Elysée pour exercer ma responsabilité, j'ai été, pour tout dire, aspiré par des conférences internationales très importantes pour notre pays. Donc je me suis éloigné géographiquement, mais pas politiquement : j'ai défendu les intérêts de la France, aussi bien à Washington et à Camp David pour ce qu'on appelle le G8, où la croissance -- et Barack OBAMA a soutenu cette démarche -- a été mise comme priorité. Ensuite je suis allé à Chicago pour annoncer le retrait de la France d'Afghanistan, c'est-à-dire des troupes combattantes, même si nous resterons sous d'autres formes, des formes plus civiles, ou des formes de coopération. J'ai participé à deux conseils européens : je voulais réorienter la construction de l'Europe, dans le sens là encore de la croissance, de la stabilité. Donc j'ai pleinement respecté les engagements que j'avais pris devant les Français. Et puis je vais vous dire, je ne fais plus de distinction entre politique extérieure, politique européenne, politique nationale. C'est la même conception, c'est la même méthode, c'est les mêmes objectifs : la croissance, la justice, l'emploi.

CLAIRE CHAZAL

Alors dès votre arrivée, justement, Monsieur le président, vous avez été aussi happé par les réalités économiques et sociales : des plans sociaux se sont annoncés, notamment cette semaine, qui ont provoqué un choc chez PEUGEOT, avec 8.000 suppressions d'emplois à terme. Tout simplement, question simple : que pouvez-vous faire pour aider le constructeur automobile ? Est-ce que l'Etat peut intervenir, et est-ce que vous le souhaitez ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Oui, vous avez prononcé le mot : c'est un choc. Choc pour les salariés, qui vivent une annonce tellement brutale qu'ils ont du mal, même, à en prendre toute la dimension. C'est un choc pour les villes concernées : Aulnay, Rennes. Et puis c'est un choc aussi pour les sous-traitants -- on les oublie. Beaucoup d'entreprises, de toutes tailles, qui vivent de l'industrie automobile. Vous me posez la question : est-ce que l'Etat peut rester indifférent ? Non.

CLAIRE CHAZAL

Lionel JOSPIN avait dit à l'époque : l'Etat ne peut pas tout faire.

FRANÇOIS HOLLANDE

L'Etat ne laissera pas faire. Ce plan annoncé par PEUGEOT était déjà une rumeur il y a plusieurs mois, il y a même plus d'un an...

LAURENT DELAHOUSSE

Il y avait cette note confidentielle, qui avait été diffusée par la CGT...

FRANÇOIS HOLLANDE

...Exactement. La direction de PEUGEOT a nié qu'elle était dans la réflexion de ce plan. Le président de RENAULT a même avoué -- et je l'en remercie, de sa sincérité -- qu'il était prêt à annoncer son plan durant l'année 2012, au début de l'année, mais que parce qu'il y avait des élections, on lui avait fait comprendre que c'était mieux de le faire après.

LAURENT DELAHOUSSE

« On lui avait fait comprendre », ça veut dire que ce plan a été retardé, selon vous, par la présidence précédente ?

FRANÇOIS HOLLANDE

En tout cas... Peut-être que c'est le dirigeant de PEUGEOT qui a lui-même eu cette délicatesse à l'égard des dirigeants de l'époque, du pays. Moi je considère qu'il y a eu à la fois un mensonge -- ce plan n'a pas été annoncé alors qu'il était déjà prévu -- et qu'il y a eu aussi un report, après les élections. Mais, j'allais dire, c'est du passé...

CLAIRE CHAZAL

On est face à ça...

FRANÇOIS HOLLANDE

...Maintenant, je suis président de la République, il y a un gouvernement, nous faisons face. Et donc...

CLAIRE CHAZAL

Est-ce qu'il faut...

FRANÇOIS HOLLANDE

...Ce plan, je le considère, en l'état, inacceptable.

CLAIRE CHAZAL

...des aides directes, ou des aides sous forme de retour par exemple à la prime à la casse ? Ou au contraire, ce que vous disiez d'ailleurs pendant le sommet social, une amélioration de la compétitivité de l'entreprise ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Alors d'abord, qu'est-ce qu'on peut faire tout de suite ?...

LAURENT DELAHOUSSE

Pour les familles ? Il y a des familles aujourd'hui...

FRANÇOIS HOLLANDE

...Ce plan...

LAURENT DELAHOUSSE

...qui se posent cette question de savoir qu'est-ce que l'Etat peut faire, parce qu'ils vont perdre leur emploi, ils ne savent pas ce qu'ils vont devenir. C'est ces questions-là qui intéressent aujourd'hui tous ces salariés.

FRANÇOIS HOLLANDE

Alors je vais être le plus précis possible. Qu'a décidé le gouvernement ? De nommer un expert, qui va rendre son travail d'ici la fin du mois, pour connaître la réalité de la situation de PEUGEOT et les justifications. Parce que...

LAURENT DELAHOUSSE

Vous avez déjà une idée, vous, finalement, des responsabilités ? C'est à cause de quoi ? La compétitivité... ?

FRANÇOIS HOLLANDE

...Il y a eu une politique...

LAURENT DELAHOUSSE

...Monsieur VARIN dit... Il souhaite une baisse massive du coût du travail en France. Qu'est-ce que vous lui répondez ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Non, c'est trop facile de dire : C'est la faute du coût du travail. Il y a eu des choix stratégiques qui n'ont pas été bons, il y a eu des...

LAURENT DELAHOUSSE

Politiques industrielles ?

FRANÇOIS HOLLANDE

...spécialisations qui n'ont pas été, sur le marché, les meilleures. Et puis il y a eu sûrement le souci de reporter des décisions difficiles. Il y a aussi des comportements d'actionnaires qui se sont distribué des dividendes, alors qu'il aurait pu y avoir privilège d'investir plutôt que d'assurer des faveurs à des actionnaires.

LAURENT DELAHOUSSE

Ce ne sont pas des licenciements boursiers, ce sont des licenciements économiques.

FRANÇOIS HOLLANDE

Oui, oui ! Alors je viens maintenant à ce que fait le gouvernement : expertise, d'abord et ensuite, concertation. C'est-à-dire que le plan en l'état n'est pas acceptable. Il doit être renégocié.

CLAIRE CHAZAL

Vous allez recevoir les salariés, comme vous vous étiez engagé au moment du débat ? Vous êtes allé voir ceux qui manifestaient, juste avant votre débat.

FRANÇOIS HOLLANDE

Vous savez que je souhaite que le gouvernement joue tout son rôle. Le ministre a déjà pris des initiatives, Arnaud MONTEBOURG. Le Premier ministre aussi. Mais si les syndicats de salariés veulent me rencontrer, je les verrai. Mais ce n'est pas ça qui va régler tout de suite le problème. Donc, expertise, concertation, et plan stratégique pour l'industrie automobile. Dès le 25 juillet, au conseil des ministres, il y aura des annonces de décisions. Lesquelles ? Je ne vais pas préjuger, mais...

LAURENT DELAHOUSSE

Ça veut dire, réinjecter de l'argent ?

FRANÇOIS HOLLANDE

...Ça veut dire quoi ? Ça veut dire, d'abord, avoir des mécanismes d'incitation pour que nos véhicules, les véhicules français, fabriqués en France, soient davantage achetés.

LAURENT DELAHOUSSE

Acheter français...

CLAIRE CHAZAL

Incitations fiscales... ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Alors, bonus, malus, puisqu'on sait qu'il y a, nous, en France, une industrie qui a pu anticiper sur les véhicules propres, sur les véhicules hybrides et faisons en sorte que ce soient ces véhicules-là qui soient favorisés, avantagés. Deuxièmement, qu'est-ce que peut faire l'Etat, les collectivités locales qui peuvent également s'associer à ce projet ? Eh bien, acheter ces véhicules propres, ces véhicules hybrides, pour que nous donnions aussi un peu de souffle. Nous devons donner aussi un effort à la recherche, à l'innovation, et enfin, assurer le financement du crédit, puisque l'automobile s'achète souvent à crédit. Donc nous, nous mettrons en place...

CLAIRE CHAZAL

Mais pas de prime à la casse ? Pas de retour à la prime à la casse ?...

FRANÇOIS HOLLANDE

...Non, la prime à la casse, on a vu d'ailleurs ce qu'elle avait donné !

CLAIRE CHAZAL

...qui avait quand même poussé l'industrie pendant un certain temps...

FRANÇOIS HOLLANDE

Ça a coûté de l'argent aux contribuables, ça a été au bénéfice de véhicules souvent de gamme réduite, c'est-à-dire de bas de gamme, et qui ont été le plus souvent fabriqués à l'étranger. La preuve, c'est que nous avons maintenant les difficultés que rencontre PEUGEOT. Donc nous ferons en sorte d'avoir un plan qui coûte le moins possible aux contribuables, et qui soit le plus efficace.

LAURENT DELAHOUSSE

Est-ce que l'Etat pourrait aller jusqu'à interdire la fermeture du site d'Aulnay ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Non, mais ce que l'Etat, avec les moyens de pression qui peuvent être les siens, sur le chômage partiel, la formation professionnelle, sur aussi les crédits que nous pouvons apporter à une banque qui est liée à PEUGEOT, nous pouvons faire en sorte de faire qu'Aulnay reste un site industriel. De la même manière qu'il doit y avoir des garanties sur la pérennisation du site de Rennes.

CLAIRE CHAZAL

Mais quand Arnaud MONTEBOURG par exemple dit « Je refuse ce plan que présente PEUGEOT », est-ce que ce n'est pas un peu incantatoire ? Est-ce que ce n'est pas un peu un vu pieux ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Je l'ai dit : ce plan, en l'état, n'est pas acceptable. Donc, il ne sera pas accepté. A partir de là, il faut engager une concertation, pour qu'il n'y ait aucun licenciement sec chez PEUGEOT.

CLAIRE CHAZAL

C'est-à-dire, des entreprises qui vont s'engager à reprendre les salariés...

FRANÇOIS HOLLANDE

Qu'il y ait des solutions qui soient proposées pour chaque salarié. Que le nombre de suppressions

Qu'il y ait des solutions qui soient proposées pour chaque salaire. Que le nombre de suppressions d'emplois soit réduit, qu'il y ait la recherche d'alternatives à ces suppressions d'emplois.

LAURENT DELAHOUSSE

On parle d'Aulnay & il y aura d'autres plans sociaux, des PME qui sont également touchées, des grandes entreprises. Est-ce que le chômage n'est pas finalement en train de redevenir la priorité numéro un en France, avant même la dette ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Vous savez, je suis président de la République depuis deux mois & j'ai hérité d'un pays dont je connaissais l'état, donc je ne vais pas faire semblant de le découvrir. Il y a trois chiffres que chacun doit avoir à l'esprit. D'abord, le chiffre de la dette : 90 % de la richesse nationale, c'est de l'endettement public. C'est le record historique. Le deuxième chiffre, c'est le chiffre du chômage : 10 % de la population aujourd'hui est en demande d'un emploi. Et le troisième chiffre... C'est un record depuis 12 ans. Et le troisième chiffre, c'est le déficit de notre commerce extérieur -- nous renvoyons aussi le débat sur la compétitivité : 70 milliards, c'est un record. Donc quelle est ma mission ? C'est de redresser la France, de lui ouvrir une perspective. Et donc, je réponds à votre question : oui, la première priorité, c'est l'emploi. Tout doit être engagé pour que l'emploi soit le plus haut possible à la fin de mon quinquennat. Comment s'y prendre ? En faisant un pacte productif, et donc nous regarderons la question de la compétitivité, nous prendrons en compte à la fois ce qu'il faut faire pour l'innovation, la recherche, mais aussi pour ces entreprises qui souffrent de coûts qui sont plus élevés qu'ailleurs, et qui peuvent être parfois le coût du travail, mais pas dans n'importe quelles conditions : pour les entreprises qui sont exposées à la concurrence internationale, pour les PME. Moi j'ai grand respect pour les entrepreneurs qui se battent. Maintenant, s'il doit y avoir une réforme, nous la ferons pour que, là encore, ce soit sur des éléments fiscaux qui soient justes. Donc moi, mon devoir, c'est l'emploi, c'est le redressement productif, et c'est aussi le rétablissement des comptes publics.

CLAIRE CHAZAL

Alors, juste...

FRANÇOIS HOLLANDE

Parce que si nous perdons notre souveraineté, nous ne pouvons plus agir.

LAURENT DELAHOUSSE

La fiscalisation des heures supplémentaires, c'est une question effectivement qui inquiète les chefs d'entreprises, en tout cas certains d'entre eux.

FRANÇOIS HOLLANDE

Les heures supplémentaires, les chefs d'entreprises pourront encore y faire recours, il n'y a de ce point de vue-là aucune crainte...

LAURENT DELAHOUSSE

Elles seront fiscalisées ?

FRANÇOIS HOLLANDE

...Elles seront fiscalisées, comme elles l'étaient avant 2007. Il y a toujours eu des heures supplémentaires. Ça permet d'ailleurs aux salariés de gagner davantage, puisque les heures supplémentaires sont mieux rémunérées...

LAURENT DELAHOUSSE

Selon vous, c'était une erreur, donc, de 2007 à 2012, la défiscalisation ?

FRANÇOIS HOLLANDE

...De défiscaliser, d'exonérer de cotisations sociales, quand dans le même temps nous avons du chômage ! Pourquoi l'heure d'un jeune salarié, qui veut rentrer dans une entreprise, coûterait plus cher que l'heure supplémentaire qui est proposée à celui qui est déjà dans l'entreprise ?

LAURENT DELAHOUSSE

Et ce n'est pas une perte de pouvoir d'achat, finalement, pour le salarié ?

CLAIRE CHAZAL

C'est tout de même toucher les classes moyennes, François HOLLANDE, refiscaliser les heures supplémentaires.

FRANÇOIS HOLLANDE

Mais vous savez, aujourd'hui, la question c'est quand même la lutte contre le chômage. Ce n'est pas de recourir, sauf quand c'est nécessaire -- et ça l'est, dans un certain nombre de branches --, aux heures supplémentaires. Donc les entreprises pourront toujours utiliser les heures supplémentaires, mais ça ne doit pas être un signe que nous envoyons. Le premier signe qui doit être envoyé à une entreprise, par la voie fiscale, c'est d'embaucher, et d'embaucher notamment un chômeur.

CLAIRE CHAZAL

Est-ce que justement on peut revenir à la logique que vous suivez, qui vous gouverne, aujourd'hui, François HOLLANDE ? On a suivi ce sommet social, c'était important, et on a eu le sentiment qu'il y avait -- et vous venez de le dire assez longuement -- une sorte de revirement, puisque désormais vous donnez la priorité à la compétitivité, aux entreprises, donc, au fond, au coût du travail, ce que vous avez toujours refusé pendant votre campagne ? En tout cas ce n'était pas l'axe de votre politique.

FRANÇOIS HOLLANDE

Moi, j'ai fait campagne...

CLAIRE CHAZAL

Est-ce que, au fond, vous n'êtes pas rattrapé par les réalités ?

FRANÇOIS HOLLANDE

...sur le thème du redressement, dans la justice. Le redressement productif. Nous avons besoin que toutes nos entreprises, que toutes nos activités soient stimulées...

LAURENT DELAHOUSSE

Avec quelle arme ?

FRANÇOIS HOLLANDE

...Nous pouvons donc mettre une Banque Publique d'Investissement, pour favoriser justement le recours à des financements qui peuvent améliorer nos performances. Nous devons mobiliser de l'épargne pour qu'elle aille vers l'investissement. Nous devons faire une réforme bancaire pour que le système de crédit soit plus adapté aux PME. Nous devons développer l'innovation. Nous devons faire en sorte qu'il y ait davantage de formation, de qualification, de recherche. Voilà le pacte que j'avais présenté devant les Français, et qui va maintenant se traduire dans les grandes réformes. Vous me dites, et c'est vrai : il y a des problèmes de compétitivité. J'ai même moi-même évoqué ce chiffre : 70 milliards de déficit de notre commerce extérieur. Je rappelle que notre commerce extérieur était équilibré il y a 10 ans. Si je veux prendre l'exemple de l'automobile, on produisait plus d'automobiles en France il y a 10 ans, qu'aujourd'hui. Donc, si nous sommes devant cette situation, je prends tous les paramètres, l'innovation, la recherche, y compris les coûts, il doit y avoir une réflexion que j'ai proposée, et le Premier ministre en a fait un thème de la conférence sociale avec les syndicats et les employeurs. Donc on va regarder ça. On va voir quel est l'état exact du coût du travail, ou des coûts des entreprises, par rapport à nos concurrents. Et s'il doit y avoir une réforme -- je l'ai indiqué moi-même, il n'est pas normal que le financement de notre protection sociale, pour les retraites, pour la famille, notamment pour la famille, soit sur le seul salaire et donc nous allons faire en sorte qu'il y ait d'autres éléments que le salaire qui puissent servir de base au prélèvement.

CLAIRE CHAZAL

Ça veut dire que vous pensez à la CSG, qui s'applique aux salaires, certes, mais à d'autres choses aussi ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Je pense d'abord à...

CLAIRE CHAZAL

Parce qu'il faudra bien trouver des moyens d'alléger ce coût du travail...

FRANÇOIS HOLLANDE

...Si on allège ces cotisations qui sont sur le seul travail, il faudra trouver d'autres prélèvements, mais pourquoi regarder la CSG comme seul instrument ? Parce que moi je ne veux pas que ce soit les ménages qui payent...

CLAIRE CHAZAL

Il y a aussi la TVA sociale, dont on avait parlé auparavant.

FRANÇOIS HOLLANDE

...pour des efforts qui doivent être consentis en faveur des entreprises. Donc il faudra partager !

Moi, mon idée, c'est toujours l'effort : il y a un effort à faire -- chacun le comprend, vous voyez la situation dans laquelle se trouve notre pays. Donc il y a un effort à faire, il doit être juste.

Pourquoi je vais engager, avec le gouvernement, la réforme fiscale ? C'est parce que nous avons - nous en parlerons, pour notre budget -- à trouver des ressources, eh bien elles devront être cherchées vers celles et ceux qui ont le plus. Et sur la compétitivité, nous devons faire en sorte -- et ça sera l'objet de cette conférence sociale, un de ses thèmes, pas le seul...

CLAIRE CHAZAL

Mais il y a peut-être une urgence aussi à prendre ces mesures, parce qu'un sommet social ou une conférence sociale, c'est sur le long terme £ mais au fond, les Français attendent des mesures d'urgence...

LAURENT DELAHOUSSE

François FILLON disait que c'était trop long. Un an, c'est trop long...

FRANÇOIS HOLLANDE

...Oui...

CLAIRE CHAZAL

Jean-François COPE parle de cinéma, aussi, pour ce sommet social.

FRANÇOIS HOLLANDE

...Enfin, je veux bien entendre toutes ces remarques, mais enfin, je rappelle que la droite était au pouvoir depuis 10 ans ! Et que même sur la question de la compétitivité, vous savez, cette TVA sociale qui avait été proposée, présentée et votée, que j'ai supprimée, qui devait s'appliquer au 1er octobre -- au 1er octobre ! Donc, qu'on ne vienne pas nous dire qu'il y avait urgence £ ça faisait 10 ans que ce débat était posé et qu'il n'avait pas été réglé. Mais moi je ne veux pas recourir à la TVA...

LAURENT DELAHOUSSE

Monsieur le président...

FRANÇOIS HOLLANDE

...Pourquoi ? Vous imaginez, aujourd'hui, dans l'état actuel de notre économie, s'il y avait eu cette augmentation de TVA telle qu'elle avait été votée, c'était 1,6 point de TVA, 11 milliards d'euros qui étaient prélevés sur les Français, qui aurait affaibli encore la croissance, mis des personnes au chômage, amputé le pouvoir d'achat ? Je m'y suis refusé. Donc on prendra ce sujet, on le prendra sérieusement, on appellera toutes les ressources, toutes les ressources qui pourront...

CLAIRE CHAZAL

Vous n'écartez pas la CSG ?

FRANÇOIS HOLLANDE

...Je n'écarte aucune ressource, puisqu'il y a un débat. Et donc ce serait de ma part, vis-à-vis du gouvernement qui a engagé cette discussion avec les partenaires sociaux, une curieuse façon d'ouvrir cette délibération collective. Donc, toutes les ressources seront sollicitées. Mais je veux que les entreprises qui sont les PME, et celles qui sont confrontées à des concurrences extérieures, puissent être dans des conditions qui leur permettent de vendre leurs produits, et donc de créer de l'emploi.

LAURENT DELAHOUSSE

Monsieur le président, 33 milliards, c'est le rapport MIGAUD qui effectivement a annoncé ce chiffre. La CSG, juste un point de CSG, c'est 11 milliards. Il en reste encore 22...

FRANÇOIS HOLLANDE

Mais ce n'est pas avec la CSG qu'on va combler le déficit du budget de l'Etat...

LAURENT DELAHOUSSE

...Ça veut dire quoi ? Cela veut dire qu'on pourrait aller au-delà d'un point pour la CSG, si vous

...pourriez-vous expliquer comment les partenaires sociaux pourraient accepter cette décision ?

prenez, et si en tout cas les partenaires sociaux prenaient cette décision ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Mais là, je veux être très clair là encore, on a parlé éventuellement d'une ressource, parmi d'autres...

CLAIRE CHAZAL

Pour alléger le coût du travail.

FRANÇOIS HOLLANDE

...pour la question de la compétitivité. Là il ne s'agit pas de ça : il s'agit de rétablir les comptes publics. Vous avez raison, la Cour des Comptes nous dit d'abord qu'il faut combler les impasses de nos prédécesseurs pour l'année 2012 et nous l'avons fait, c'est en train d'être discuté, Jean-Marc AYRAULT a présenté ce texte devant le Parlement. Puis, il y a 33 milliards à trouver pour l'année 2013, si nous voulons respecter nos engagements de réduction de déficit et de maîtrise de notre dette. Nous allons les trouver. Comment ?...

LAURENT DELAHOUSSE

Comment ?

CLAIRE CHAZAL

Dans quels ministères puiser ? Vous avez défini des ministères prioritaires, mais on ne sait pas où vous allez faire porter l'effort, au fond.

FRANÇOIS HOLLANDE

...Nous allons maîtriser la dépense, faire des économies. Il y a des secteurs prioritaires, parce que ce sont ces secteurs-là qui vont porter l'avenir : l'éducation...

LAURENT DELAHOUSSE

L'Education nationale, la justice...

FRANÇOIS HOLLANDE

...la justice, la sécurité, parce que ça c'est une préoccupation de nos concitoyens.

LAURENT DELAHOUSSE

Ça veut dire que les autres, ils vont devoir faire des efforts...

FRANÇOIS HOLLANDE

Les autres, eh bien, il faudra faire des efforts...

LAURENT DELAHOUSSE

...Qui, par exemple ?

FRANÇOIS HOLLANDE

...Eh bien, tous les autres ministères. Alors vous allez me dire : combien ça fait d'emplois ?

LAURENT DELAHOUSSE

Oui.

FRANÇOIS HOLLANDE

Aujourd'hui, quand vous ajoutez, éducation... pour le budget de l'Etat : éducation, justice, sécurité, c'est 60 % des effectifs de la fonction publique. J'ai dit : stabilité des effectifs de la fonction publique. Donc ça veut dire que dans les autres ministères, il n'y aura pas les remplacements de tous ceux qui partent à la retraite. Parfois il y en aura qui seront remplacés...

CLAIRE CHAZAL

C'est une réduction d'effectifs...

FRANÇOIS HOLLANDE

...presque un pour un, pour d'autres il n'y aura pas...

LAURENT DELAHOUSSE

Qui tranchera ? Vous ou le Premier ministre ?

FRANÇOIS HOLLANDE

...C'est le Premier ministre. Et c'est la discussion qui est déjà engagée avec les ministères. Je leur ai dit : Faites preuve d'intelligence, n'appliquez aucun caractère mécanique, ne faites pas dans l'arithmétique et proposez d'abord aux agents de l'Etat de participer à la définition des missions et voyez tout ce qu'on peut économiser. J'ai montré l'exemple, y compris pour le gouvernement, pour le président de la République : limiter un certain nombre de frais, supprimer les déplacements inutiles, corriger un certain nombre d'excès, dégager un certain nombre

d'organismes qui ne servent absolument à rien, réduire la rémunération y compris du président de la République et des membres du gouvernement. C'est peu de chose !...

CLAIRE CHAZAL

Un budget de rigueur, si l'on...

FRANÇOIS HOLLANDE

...Mais chacun doit faire preuve d'imagination, d'audace, pour faire des économies.

CLAIRE CHAZAL

Cela sera un budget de rigueur... ?

LAURENT DELAHOUSSE

Cela passe également -- pardon -- par un gel des traitements, aussi, également, des fonctionnaires ? Est-ce que les fonctionnaires, dans les cinq années à venir, vont voir leurs traitements gelés, oui ou non ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Je ne vais pas annoncer une punition, pourquoi ? Il n'y a pas matière !...

CLAIRE CHAZAL

Non mais, est-ce qu'on peut prononcer le mot, est-ce qu'il y a un mot tabou qui s'appelle la rigueur, ou l'austérité, dans la situation qui est la nôtre aujourd'hui ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Il n'y a qu'un mot, dans ma bouche, qui sera employé, parce qu'il correspond à ce que je veux faire, pour mon pays...

LAURENT DELAHOUSSE

L'effort.

FRANÇOIS HOLLANDE

...L'effort. L'effort juste.

LAURENT DELAHOUSSE

L'effort juste, c'est... ?

FRANÇOIS HOLLANDE

C'est-à-dire, bien sûr que je ne peux pas dire : Voyez, nous sommes dans cette situation, nous n'allons faire aucun investissement, nous n'allons préparer d'aucune manière notre avenir. Oui, il nous faut faire des efforts, y compris en faisant des économies, y compris en appelant les ressources, pour la fiscalité, de celles et ceux qui ont déjà eu beaucoup.

LAURENT DELAHOUSSE

On doit comprendre que l'effort...

CLAIRE CHAZAL

Sans faire peser cette fiscalité, ou cet effort fiscal, sur les classes moyennes ? On parlait tout à l'heure de la refiscalisation des heures supplémentaires, c'est important £ est-ce que vous n'estimez pas que ça va peser sur les classes moyennes ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Non, j'ai voulu que ce soit les personnes, les ménages -- et je ne veux pas du tout ici les mettre en cause, parce que ce sont des personnes qui contribuent, par leur talent, par leur réussite, à notre croissance...

CLAIRE CHAZAL

Mais qui pourrait être appliquée rétroactivement, François HOLLANDE ?...

FRANÇOIS HOLLANDE

...Donc ces personnes-là ont reçu beaucoup du gouvernement précédent. Suppression du bouclier fiscal, c'est une nécessité. Retour de l'impôt sur la fortune, c'est un devoir de solidarité, c'est ce que j'appelle le patriotisme. Donc...

LAURENT DELAHOUSSE

Tranche d'impôt à 75 % ?

FRANÇOIS HOLLANDE

...Pour ceux qui sont à plus d'un million d'euros, ça sera introduit...

LAURENT DELAHOUSSE

Pour tous les revenus ? Par exemple, je fais une distinction entre quelqu'un qui effectivement percevrait régulièrement plus d'un million d'euros, et les artistes. On a parlé des artistes : si eux par exemple touchent une année quelque chose...

FRANÇOIS HOLLANDE

...Oui, là on n'est pas du tout dans les classes moyennes...

LAURENT DELAHOUSSE

...Non, du tout !

FRANÇOIS HOLLANDE

...On est dans quelques dizaines, centaines, milliers...

LAURENT DELAHOUSSE

Il y aura une distinction ?

FRANÇOIS HOLLANDE

...Non, ceux qui ont des revenus exceptionnels, eh bien, ils pourront les lisser sur plusieurs années. Ceux qui se sont octroyés des rémunérations très élevées, il est normal qu'ils participent à l'effort -- ils le comprennent, d'ailleurs, parce qu'il y a un sens quand même du devoir, du patriotisme. Mais ce que je veux dire par rapport aux classes moyennes, c'est-à-dire finalement beaucoup de Français : non, nous n'allons pas nous diriger vers ces catégories-là. C'est vraiment une volonté de ma part, et le gouvernement partage cette orientation, et le Premier ministre le fera appliquer dans la préparation du budget 2013, c'est vers les catégories les plus favorisées que nous nous adresserons.

CLAIRE CHAZAL

Mais vous savez que si vous refiscalisez les heures supplémentaires...

FRANÇOIS HOLLANDE

Mais les heures supplémentaires, ça représente 2,5 milliards...

CLAIRE CHAZAL

...Oui, mais de façon rétroactive...

FRANÇOIS HOLLANDE

...ce n'est pas ça qui va nous permettre de régler le problème. Donc, pour les heures supplémentaires, je l'ai dit...

CLAIRE CHAZAL

...Non mais, ça touche un certain nombre de familles...

FRANÇOIS HOLLANDE

...ce n'était pas la peine d'envoyer un signal de plus, alors que nous sommes en période de chômage, pour favoriser le recours à ce type d'activité.

LAURENT DELAHOUSSE

Je reviens juste sur la question de la CSG : c'est une question qui est tout de même à l'étude aujourd'hui, au sein du gouvernement ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Mais, parmi d'autres pistes !

LAURENT DELAHOUSSE

Parmi d'autres ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Et je l'ai dit, uniquement par rapport à l'enjeu du financement de la protection sociale. D'ailleurs la CSG est déjà utilisée pour le financement de la protection sociale. Donc je ne viens pas aujourd'hui annoncer de prélèvements supplémentaires pour la grande majorité des Français.

LAURENT DELAHOUSSE

Et juste une dernière...

FRANÇOIS HOLLANDE

Parce que nous sortirons de nos difficultés à la fois en faisant des économies, en maîtrisant nos comptes, et en même temps, en appelant la solidarité des catégories les plus favorisées...

LAURENT DELAHOUSSE

Et juste sur l'effort...

FRANÇOIS HOLLANDE

FRANÇOIS HOLLANDE

...et des entreprises qui ont aussi eu, par des investissements spéculatifs, ou par des situations qui n'étaient pas forcément celles que nous souhaitons favoriser, des avantages exorbitants de la part du gouvernement précédent.

LAURENT DELAHOUSSE

Vous parliez tout à l'heure des fonctionnaires : est-ce que ces efforts concerneront également la fonction publique territoriale ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Ça, ce sont les élus locaux qui décident...

LAURENT DELAHOUSSE

Les élus régionaux sont majoritairement, largement, socialistes...

FRANÇOIS HOLLANDE

...Non, non...

LAURENT DELAHOUSSE

...Est-ce que vous leur demanderez de faire des efforts ?

FRANÇOIS HOLLANDE

...Là-dessus, sur la rémunération des fonctionnaires, c'est le même régime qui s'applique, donc ça sera l'objet de discussions, de négociations entre l'Etat et les partenaires sociaux. Mais pour ce qui est de la fonction publique locale, c'est bien sûr les maires, les présidents de conseils généraux, et les présidents de conseils régionaux, qui décident de l'augmentation, non pas des fonctionnaires, du nombre des fonctionnaires. Mais là-dessus, je pense que les collectivités locales...

LAURENT DELAHOUSSE

L'effort concerne tout le monde, finalement ? Vous dites aux Français...

FRANÇOIS HOLLANDE

...Vous avez raison de dire que beaucoup de responsables sont proches de...

LAURENT DELAHOUSSE

On parle même d'abandon de certaines sous-préfectures.

FRANÇOIS HOLLANDE

...Ne confondons pas. Mais c'est vrai que beaucoup d'élus sont proches de l'action que je mène. Et donc, je pense que beaucoup de responsables locaux voudront s'engager dans la politique que je propose : à la fois préparation de l'avenir, investissement, soutien aux entreprises, et en même temps, économies partout où c'est nécessaire. Quant à la présence de l'Etat sur nos territoires, moi j'y suis attaché. Je suis un ancien élu local, territorial, rural, je sais ce que ça représente.

CLAIRE CHAZAL

Alors Monsieur le président, on va évidemment aborder les questions de votre présidence, du style de votre présidence. Un mot de l'Europe, vous en avez parlé tout à l'heure : ce pacte de stabilité budgétaire, vous allez devoir l'appliquer, au sein d'un accord plus global, bien sûr, que vous avez réussi à signer avec vos partenaires. Est-ce que vous n'avez pas le sentiment de revenir en arrière, ou de vous renier d'une certaine façon ? Vous aviez toujours dit pendant votre campagne que vous ne voudriez pas signer ce pacte de stabilité budgétaire.

FRANÇOIS HOLLANDE

Mais j'ai renégocié ce pacte. Qu'est-ce que j'avais dit dans la campagne ? Qu'on ne pouvait pas simplement avoir des disciplines budgétaires. L'Europe est en crise, et elle l'est parce que se sont ajoutés des plans d'austérité aux plans d'austérité. Et donc, qu'est-ce qui s'est passé dans le dernier conseil européen ? Ça a été un compromis. Les Allemands, Madame MERKEL, souhaitaient qu'il y ait toujours le respect des disciplines et je ne vais pas les mettre en cause. Mais j'ai fait prévaloir auprès de nos partenaires la croissance. Donc un pacte de croissance, qui représentera 120 milliards d'euros, 1 % du PIB européen, de la richesse européenne. Donc, 120 milliards d'euros, ça va permettre d'avoir un soutien de l'activité, en plus du respect...

LAURENT DELAHOUSSE

Soutien suffisant ?

FRANÇOIS HOLLANDE

...J'aurais préféré davantage ! Mais enfin, je suis dans une négociation !...

LAURENT DELAHOUSSE

Ça n'est qu'une étape ?

FRANÇOIS HOLLANDE

...Il faut, à un moment, trouver l'équilibre. Et c'était quand même un point très important -- pourquoi ça n'avait pas été fait avant ? Donc, c'est l'élection, je remercie les Français, parce qu'ils ont fait un choix, en me portant à la présidence de la République, qui a permis aussi une réorientation de l'Europe. De la même manière, nous avons trouvé -- c'est encore fragile -- des mécanismes de stabilité financière, de supervision des banques. Et enfin, Madame MERKEL et moi-même nous avons convenu d'instaurer une taxe sur les transactions financières d'ici la fin de l'année. Donc c'est un progrès. A partir de là, je prendrai tout ce paquet européen, et le gouvernement le soumettra au Parlement pour un vote.

CLAIRE CHAZAL

Avec l'instauration de la règle d'or budgétaire, vraisemblablement ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Alors...

CLAIRE CHAZAL

Est-ce que vous y serez contraint, ou amené ?

FRANÇOIS HOLLANDE

...D'abord, je viens de demander au Conseil Constitutionnel de vérifier si la ratification de ces textes serait éventuellement contraire à la Constitution, donc appelleraient une révision de la Constitution. Nous verrons la réponse. Mais quoi que dise le Conseil Constitutionnel -- qui s'appliquera de toutes les manières --, j'ai dit aux Français que la règle d'or, ce qu'on appelle la règle d'or, c'est-à-dire le retour à l'équilibre budgétaire, avec des agendas très précis, ne figurerait pas dans la Constitution. Parce que je considère que ce n'est pas dans la Constitution qu'un texte comme cela doit s'y trouver. Ça sera dans le cadre d'une loi organique, ça s'imposera aux lois ordinaires, mais je ne considère pas qu'on doive figer dans le marbre de nos textes un engagement qui est forcément pour quelques années. La Constitution, ce n'est pas pour quelques années, c'est pour toujours.

LAURENT DELAHOUSSE

Un mot de vos relations, qui ont été scrutées, analysées, avec Angela MERKEL, depuis vos premiers pas de président...

CLAIRE CHAZAL

Ça se passe bien...

LAURENT DELAHOUSSE

...On ne va pas rentrer en « MERKHOLLANDE », j'ai cru comprendre, non ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Je ne crois pas que ce soit bon de rapprocher des noms et en faire des patronymes qui ne veulent rien dire.

LAURENT DELAHOUSSE

On en est où, alors, de ces rapports-là ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Ecoutez, moi je ne suis pas dans une forme d'effusion, elle non plus. Nous avons des sensibilités politiques différentes. Mais nous sommes à la tête de deux grands pays essentiels pour la construction européenne. Et donc, nous avons établi des relations, je crois, franches, équilibrées, respectueuses. Et nous avons cherché, à chaque étape, le compromis. Et par exemple sur la croissance, nous l'avons trouvé. Sur la stabilité financière, pour soutenir l'Espagne, l'Italie, nous avons là encore fait des pas dans la même direction, parce que c'était trop important.

LAURENT DELAHOUSSE

C'est facile d'être un leader de gauche dans une Europe de droite ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Je suis un peu seul, je vous le concède bien volontiers !

LAURENT DELAHOUSSE

Alain JUPPE dit que la France est devenue... est isolée.

FRANÇOIS HOLLANDE

Non, elle ne l'est pas. Parce que la France est un grand pays. Et celui qui la dirige, il est écouté, regardé, parfois observé. Donc il doit avoir un comportement cohérent. Il doit avoir une ligne de conduite. Il doit aussi être un facteur d'apaisement, de conciliation, et donc de compromis. J'ai essayé de correspondre à ce portrait.

CLAIRE CHAZAL

Monsieur le président, vous avez toujours défendu l'idée d'une présidence normale, pendant votre campagne. Vous aviez d'ailleurs pris des engagements qui ont marqué l'opinion, de ne pas mélanger la vie privée et la vie publique. Est-ce que le tweet de votre compagne, Valérie TRIERWEILER, et aussi les récentes déclarations de votre fils, Thomas HOLLANDE, vous ont gêné ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Vous avez rappelé quelle était ma conception : je suis pour une claire distinction entre vie publique et vie privée. Et donc, je considère que les affaires privées se règlent en privé, et je l'ai dit à mes proches, pour qu'ils acceptent scrupuleusement le respect de ce principe.

LAURENT DELAHOUSSE

Est-ce que vous comprenez que les Français aient pu être troublés ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Non mais, je pense que les Français ils sont... j'allais dire, comme moi : ils veulent que les choses soient claires, que l'Etat soit dirigé par celui qu'ils ont choisi, et qu'il n'y ait aucune interférence. Donc c'est pour ça que le principe que je viens de rappeler sera scrupuleusement appliqué.

CLAIRE CHAZAL

Et il faut fixer un statut pour la première dame, ou est-ce que c'est une question qui n'a pas à se poser ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Non, écoutez, ça... ça existe depuis qu'il y a une élection du président de la République au suffrage universel. Bon, il n'y a pas de statut. Donc là-dessus, Valérie veut garder son activité professionnelle, je comprends, et à partir de là, elle sera présente à mes côtés lorsque le protocole l'exigera.

LAURENT DELAHOUSSE

Ça veut dire que ça ne se reproduira pas ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Non.

CLAIRE CHAZAL

Votre fils disait qu'elle ne peut pas à la fois être journaliste et avoir un cabinet à l'Élysée, peut-être un peu brutalement...

FRANÇOIS HOLLANDE

Non, je pense que c'est une question de... vraiment, de compréhension. Ce n'est pas facile, hein...

CLAIRE CHAZAL

Non.

FRANÇOIS HOLLANDE

...de prendre cette place. A partir de là, il doit y avoir des règles. Et c'est chaque fois que le protocole le nécessite, donc ce n'est pas très fréquent, qu'il y a une place qui peut être celle du conjoint.

LAURENT DELAHOUSSE

On parlait de votre style, de votre méthode, effectivement d'une nouvelle présidence. Un mot de la nomination de Jean-Pierre JOUYET, qui a fait grincer des dents, à gauche et à droite. Il a été effectivement ministre sous Nicolas SARKOZY. Est-ce que c'est une nomination d'un homme compétent -- tout le monde s'accorde à le dire --, mais c'est aussi la nomination d'un de vos amis

les plus proches, depuis l'ENA. Est-ce que c'est une nomination qui, comme elle suscite quelques troubles, pourrait être mise en question ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Non, elle a été d'ailleurs, cette nomination, approuvée très largement au Parlement. Je souhaitais qu'il y ait cette phase, d'ailleurs prévue par les textes, et qu'il y ait cette consultation des deux commissions compétentes. Et il a été très largement, Jean-Pierre JOUYET, choisi pour exercer cette responsabilité.

LAURENT DELAHOUSSE

Et non pas parce qu'il est votre ami...

FRANÇOIS HOLLANDE

C'est un ami, c'est vrai, depuis longtemps : je l'ai connu... Nous sommes le 14 juillet, défilé militaire, je l'ai connu au service militaire. Nous sommes restés liés, profondément. Je me suis vraiment éloigné de lui lorsqu'il est devenu -- il avait bien le droit -- ministre pendant quelques mois de Nicolas SARKOZY. Mais il reste une personne...

LAURENT DELAHOUSSE

C'était une faute ?

FRANÇOIS HOLLANDE

...A mes yeux, oui, mais lui, c'est un citoyen, il a le droit de faire les choix qu'il veut ! Moi, qu'est-ce qui m'intéressait, pour cette proposition pour la Caisse des Dépôts, qui est un organisme très important pour le financement de notre économie ? C'était de mettre le meilleur possible. Et Jean-Pierre JOUYET, c'est le meilleur à cet endroit-là.

LAURENT DELAHOUSSE

Ça c'est de la moralisation de la vie politique, effectivement. En même temps, vous pensez évoquer une commission qui pourrait effectivement travailler sur cette question ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Oui, alors vous avez dit que je voulais qu'il y ait une exemplarité au sommet de l'Etat : j'ai fait en sorte de démontrer, pendant ces deux mois, que cette fonction que j'exerce pouvait être menée simplement, même si elle est exceptionnelle...

CLAIRE CHAZAL

Est-ce que parfois ce n'est pas...

FRANÇOIS HOLLANDE

...J'ai demandé au gouvernement, et Jean-Marc AYRAULT a été extrêmement attentif pour que ce soit appliqué, des règles de déontologie : non-cumul de mandats...

CLAIRE CHAZAL

Est-ce qu'il n'y a pas des pièges parfois dans lesquels on tombe, sur cette simplicité de la vie quotidienne, qui au fond conduit parfois à des choses encore plus compliquées, ou... ?

LAURENT DELAHOUSSE

Certains parlent de gadget.

FRANÇOIS HOLLANDE

Ecoutez, moi j'ai fait en sorte que ça coûte le moins possible. C'est toujours mon premier réflexe : ça coûte ou ça ne coûte pas ? C'est compliqué, peut-être £ si ça ne coûte pas, c'est mieux. Bon. Alors ensuite, il y a des règles qui sont demandées, parce que nous sommes dans une période difficile, et qu'il y a une exigence de moralisation, de rénovation. Donc je vais proposer qu'une commission, dans un délai très court, qui sera présidée par un homme qui est incontestable pour son intégrité, Lionel JOSPIN, donc cette commission nous fera des propositions pour le non-cumul des mandats, pour que les parlementaires soient pleinement impliqués dans la vie législative...

LAURENT DELAHOUSSE

Le financement des campagnes ?

FRANÇOIS HOLLANDE

...financement des campagnes, mode de scrutin, aussi bien pour l'Assemblée nationale : est-ce qu'une part de proportionnelle peut être introduite ? Je le souhaite, mais c'est à cette commission de faire des propositions. Comment elle peut s'organiser. Jusqu'à quel niveau. Mode

commission de faire des propositions. Comment elle peut s'organiser, jusqu'à quel niveau. Il y a des de scrutin des sénatoriales. Et puis également, financement, je l'ai dit, de la vie politique. Et enfin, tout ce qui est chartes éthiques. Quand on est élu de la République, il doit y avoir des règles qui s'imposent et donc, aucun conflit d'intérêts ne doit être toléré.

LAURENT DELAHOUSSE

Et pour ce type de commission, vous ne nommerez jamais des personnalités de droite ? Parce que c'est encore quelqu'un qui est proche de vous.

FRANÇOIS HOLLANDE

Ah non, mais dans cette commission il y aura des personnalités de toutes sensibilités. Et de toute manière, après, je consulterai, à la suite du travail qui me sera présenté par Lionel JOSPIN et par sa commission, je consulterai tous les partis politiques, pour qu'il y ait là la meilleure élaboration possible de ce qui doit être une moralisation et une rénovation.

LAURENT DELAHOUSSE

Une question sur Jean-Marc AYRAULT, vous l'avez évoqué il y a un instant. Comment ça se passe, la répartition des rôles ? On a envie de comprendre, parce que chaque président a sa lecture parfois des institutions. Jean-Marc AYRAULT, finalement, il s'occupe de quoi ? Vous êtes... Ce n'est pas votre collaborateur...

FRANÇOIS HOLLANDE

Non ! Ça c'était une expression qui valait pour le temps passé...

CLAIRE CHAZAL

Pour l'instant c'est lui qui prend les décisions, et certains ont même parlé d'une présidence silencieuse, ou en tout cas...

LAURENT DELAHOUSSE

Et vous, vous vous occupez de l'essentiel, comme le Général De GAULLE.

FRANÇOIS HOLLANDE

Moi j'ai été élu sur des engagements...

LAURENT DELAHOUSSE

C'est important qu'on sache.

FRANÇOIS HOLLANDE

...60 engagements. Je ne vais pas faire une comptabilité, mais...

LAURENT DELAHOUSSE

C'est lui qui les met en œuvre.

FRANÇOIS HOLLANDE

...Les Français, ils m'ont élu pour qu'il y ait des changements, profonds, des réformes structurelles, pour que nous réussissions ce redressement, d'être davantage souverains pour nos propres décisions d'avenir, que l'éducation soit une grande priorité, pour qu'il y ait une transition écologique, énergétique, et pour qu'il y ait de la justice, pour que notre pays soit au niveau, au plus haut niveau possible. C'est un jour important aujourd'hui, c'est la fête nationale, je veux que les Français aient confiance dans leur propre avenir. Alors moi je donne les grandes orientations et ensuite, je ne veux pas décider de tout, tout seul. C'est fini...

LAURENT DELAHOUSSE

Mais il va y avoir des arbitrages...

FRANÇOIS HOLLANDE

...c'est terminé. Je ferai des arbitrages. Disons que c'est un gouvernement, dont le Premier ministre conduit et détermine la politique de la Nation. C'est Jean-Marc AYRAULT qui règle, coordonne, agit, présente devant le Parlement les réformes, avec son gouvernement. C'est une équipe. Vous avez vu, ce gouvernement il est à parité, autant de femmes que d'hommes, il est renouvelé, il est rajeuni, et il est solidaire.

LAURENT DELAHOUSSE

Et vous attendez quoi finalement du Parti Socialiste ? Il y aura un congrès prochainement. On dit qu'aujourd'hui finalement les rôles se sont inversés : l'UMP va devenir un parti de courants, et le Parti Socialiste pourrait devenir un parti de godillots !

FRANÇOIS HOLLANDE

Eh bien, qu'est-ce qui va changer ? C'est que le président de la République ne se mêlera pas de la vie de son parti. Parce que ça c'est terminé. Moi je considère que je suis en charge de l'essentiel, des grandes orientations, je dois rassembler les Français, y compris même ceux qui n'ont pas voté pour moi, qui me regardent, qui se demandent ce que je vais faire à la tête de l'Etat : eh bien, moi je vais réconcilier les Français, apaiser, faire en sorte qu'ils se retrouvent, même s'ils ont des sensibilités différentes, dans la même perspective, qu'ils comprennent le chemin. Le gouvernement travaille, le Premier ministre est le chef de la majorité et lui veut aussi se préoccuper du Parti Socialiste, c'est ce qu'il a décidé de faire avec Martine AUBRY. Et si Martine AUBRY conduit le Parti Socialiste jusqu'au mois d'octobre, elle décidera de savoir ce qu'elle a à faire...

LAURENT DELAHOUSSE

Et après ?...

FRANÇOIS HOLLANDE

...et ce qu'elle fera sera le mieux.

CLAIRE CHAZAL

Alors abordons peut-être les questions internationales, avant de clore cet entretien qui touche à sa fin, hélas. Des dossiers internationaux importants : le Mali, tout d'abord, Monsieur le président. Des otages français encore présents, un pays en proie aux milices islamistes. Laurent FABIUS a évoqué l'idée d'intervention militaire et est-ce qu'il est allé trop loin ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Il faut que nos compatriotes sachent bien ce qui se passe au Mali. Ce n'est pas, vous savez, comme on le pense souvent, dans un regard distant à l'égard de l'Afrique, un coup d'Etat supplémentaire. Non. Il y a dans le nord du Mali un terrorisme qui s'est structuré, qui s'est organisé, qui occupe un territoire, qui à la fois met en cause les droits des personnes, parfois même leur intégrité physique, détruit des sites historiques qui sont au Patrimoine mondial, et qui veut engager un terrorisme pas simplement sur le lieu où il s'est déjà mis en place, mais à l'échelle de l'Afrique, et peut-être même de l'Europe. Donc, Laurent FABIUS, il a eu raison de dire qu'il convenait que les Africains eux-mêmes puissent organiser le soutien au Mali. D'abord, qu'il y ait un véritable gouvernement au Mali qui puisse prendre ses responsabilités et qu'une intervention dans le cadre de l'Union Africaine et des Nations Unies puisse se faire -- ça, c'est aux Africains de déterminer et le moment, et la force. Mais nous devons apporter toute notre solidarité, pas dans les formes qu'on connaissait autrefois, où c'était l'armée française qui venait faire sa police -- non. C'est aux Africains de décider ce qu'ils ont à faire. Et au Conseil de Sécurité, il y a eu une résolution qui permet justement aux Africains de faire cette intervention, avec le soutien de l'ONU.

CLAIRE CHAZAL

Même nécessité pour la Syrie ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Sur la Syrie, les drames se succèdent, il y a encore eu des massacres. La position de la France -- et là, il n'y a pas de rupture, j'ai dit que ce serait en continuité avec ce qui avait été déjà...

LAURENT DELAHOUSSE

Et la Russie peut bouger ?

FRANÇOIS HOLLANDE

...Donc j'ai fait en sorte, avec Laurent FABIUS, de réunir tous les amis de la Syrie...

CLAIRE CHAZAL

C'est une réunion qui n'a pas donné grand-chose, beaucoup de...

FRANÇOIS HOLLANDE

...Non, mais qui a permis de réunir la moitié des pays de la planète, et de dire que nous devons continuer les pressions pour que Bachar EL-ASSAD parte, et qu'une transition politique s'effectue. Vous avez raison, il y a deux pays, la Russie et la Chine, qui aujourd'hui bloquent toute résolution au Conseil de Sécurité...

LAURENT DELAHOUSSE

Comment les faire bouger ?

FRANÇOIS HOLLANDE

...Et donc, moi je l'ai dit d'ailleurs à Monsieur POUTINE, qui est très attaché à ce que la Syrie reste proche de son pays, il y a des relations commerciales, il y a des relations historiques, et je les respecte. Je lui ai dit : Le pire, c'est d'avoir une guerre civile en Syrie. Donc, faisons en sorte de trouver une solution politique qui évite la guerre civile. Il est encore temps -- plus que temps.

LAURENT DELAHOUSSE

Avant de se quitter, une question plus légère, mais qui concerne les Français. Je sais que vous aimez le football, Monsieur le président...

FRANÇOIS HOLLANDE

Oui.

LAURENT DELAHOUSSE

...Vous avez suivi l'équipe de France. Selon vous, finalement, qu'est-ce qui gêne le plus les Français ? C'est l'attitude de certains joueurs, ou les résultats ? Et est-ce que finalement ce non-amour, apparent en tout cas, parfois du maillot, ou l'honneur de porter ce maillot, ne pourrait pas remettre en question rien que le système de primes ? C'est un ministre qui est sous votre tutelle, le ministère des Sports, la Fédération est sous la tutelle du ministre des Sports. Pourquoi ne pas jouer pour l'équipe de France, entre guillemets, gratuitement, pour le plaisir et l'honneur de jouer pour ce maillot ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Oui, il faut... Là aussi, je suis président de la République, je ne suis pas président de la Fédération Française de Football. Je n'ai pas à dire ce que telle ou telle fédération...

LAURENT DELAHOUSSE

Mais c'est l'image de la France...

FRANÇOIS HOLLANDE

...telle ou telle association doit faire. Mais vous avez raison, c'est l'équipe de France. Ce n'est pas ses résultats, moi, que je juge. Vous savez, je suis un peu plus vieux que vous, j'ai connu une période où l'équipe de France n'avait pas de bons résultats -- et puis après ça a été très glorieux...

CLAIRE CHAZAL

C'est l'attitude ?

FRANÇOIS HOLLANDE

...Mais c'est l'attitude. Il faut...

LAURENT DELAHOUSSE

Mais vous l'expliquez comment ?

FRANÇOIS HOLLANDE

...Quand on porte le maillot de l'équipe de France, on doit être sublimé. Regardez ces militaires qui ont défilé : ils ne gagnent pas forcément beaucoup, ils sont prêts à donner leur vie. 83 soldats sont morts en Afghanistan...

LAURENT DELAHOUSSE

Ça veut dire qu'on a loupé un rendez-vous avec une partie de la jeunesse ?

FRANÇOIS HOLLANDE

...Ça veut dire quoi ? Ça veut dire qu'il y a un moment... Dans cette jeunesse-là, celle qui défilait, celle qui est présente sur des théâtres d'opérations, elle vient de partout, y compris des quartiers les plus difficiles. Donc ce n'est pas un problème, là, d'intégration & c'est un problème de respect. Et donc, quand on est membre de l'équipe de France, on doit avoir le respect pour le maillot, respect pour les spectateurs, respect pour l'autre équipe. Ce n'est pas simplement un problème d'argent. Les Espagnols, qui ont gagné le Championnat d'Europe, sont très bien payés, sont même peut-être mieux payés que les Français & mais vous avez vu comment ils sont collectifs dans le jeu, comment ces talents se composent ? Eh bien, c'est une belle illustration ! Et l'Espagne, elle ne va pas bien, économiquement. Mais l'équipe, elle leur a fait sans doute du bien, à tous ceux qui souffrent aujourd'hui. Quand on porte le maillot, il faut penser aussi à ceux qui souffrent

quelqu'un.

LAURENT DELAHOUSSE

Monsieur le président, il va falloir être... il va falloir avoir beaucoup de talent, dans les années à venir, pour rester populaire. Est-ce que la popularité c'est quelque chose d'important ? Puisque les années qui vont venir seront des années difficiles.

FRANÇOIS HOLLANDE

La popularité, ce n'est pas un talent. C'est un mérite. Si on... Président, si je veux avoir une relation forte avec les Français, je dois la mériter, la construire, en être digne. Ce n'est pas simplement une question de spectacle, ou de communication.

LAURENT DELAHOUSSE

Merci beaucoup, Monsieur le président.

CLAIRE CHAZAL

Merci beaucoup.

LAURENT DELAHOUSSE

Il n'a pas plu aujourd'hui ! C'était magnifique !

FRANÇOIS HOLLANDE

C'est exceptionnel !

LAURENT DELAHOUSSE

C'est exceptionnel...

FRANÇOIS HOLLANDE

Voyez, un président normal peut connaître aussi un jour sans pluie !

CLAIRE CHAZAL

Merci infiniment.

LAURENT DELAHOUSSE

Merci Claire, merci beaucoup. Merci à vous de nous avoir suivis, et tout de suite, le journal, ou la suite du journal. Merci.

FRANÇOIS HOLLANDE Merci.